

Syrie, lettre ouverte à Hollande, qui reconnaît une coalition illégitime, par Michel Haddad,

écrit par Christine Tasin | 3 décembre 2012



Monsieur le Président,

Je suis stupéfait de lire votre déclaration : *« J'annonce que la France reconnaît la coalition nationale syrienne comme la seule représentante du peuple syrien et donc comme le futur gouvernement provisoire de la Syrie démocratique permettant d'en terminer avec le régime de Bachar al-Assad »*

Cette annonce m'interpelle en tant que français d'origine syrienne et je me pose donc les questions suivantes :

1. Est-ce que la France a renoué avec la période colonialiste en décidant de son propre chef qui doit diriger un autre pays ?
2. Est-ce que le peuple syrien partage ce point de vue ? Comment expliquez-vous alors qu'une grande partie soutient son président actuel ?
3. Est-ce que cette déclaration, venant de la part d'un pays membre du Conseil de Sécurité, est compatible avec les préceptes de la Charte de l'ONU, qui est de rechercher la PAIX

d'autant plus qu'il s'agit ici d'ingérence dans la « guerre civile » d'un état membre de droit?

4. D'où vient la légitimité de cette coalition ? Il existe, à mon avis, une opposition syrienne plus respectable parce que connue du peuple syrien.

5. Pourquoi n'avez-vous jamais appelé à des élections démocratiques en Syrie, plutôt que de reconnaître tel ou tel « seul » représentant du peuple syrien non issu des urnes ?

6. Vous êtes un défenseur de la laïcité en France, alors que vous défendez les frères musulmans en Syrie, qui oeuvrent à la destruction du seul état laïque d'Orient.

Monsieur Georges Malbrunot, journaliste respecté, a écrit le 12 novembre 2012 qu'il est intéressant de lire le document qui a donné naissance à cette coalition :

« Le deuxième point stipule que *« les parties signataires conviennent d'oeuvrer pour la chute du régime, et de tous ses symboles et piliers, et pour le démantèlement de ses organes de sécurité, en poursuivant tous ceux qui ont été impliqués dans des crimes contre les Syriens »*. Cela signifie en clair que l'objectif n'est pas seulement la chute du régime, mais également, dans une large mesure, de l'Etat syrien, puisqu'on appelle à la disparition « de tous les symboles et piliers » de ce régime.

Nous ne sommes pas loin du scénario post Saddam de 2003, avec une débaassification totale du régime irakien. Cette opération d'éradication fut pourtant la pire des erreurs commises par les Américains et leurs alliés après la chute de Saddam Hussein. Veut-on rééditer la même erreur en Syrie ? Que souhaite-t-on faire de l'armée syrienne? Dans le chaos qui s'annonce après la chute du régime, celle-ci apparaît pourtant comme la seule institution capable de garantir un semblant d'unité en Syrie, surtout lorsqu'il faudra neutraliser les groupes armés les plus radicaux qui rechigneront à abandonner leurs armes.

A lire le document, on a l'impression que, sous la pression

notamment des Frères musulmans, très actifs en coulisses à Doha, il s'agit surtout d'empêcher toute négociation en vue d'une transition politique. C'est la hantise des Frères musulmans. D'où l'autre point intéressant du document qui stipule noir sur blanc que la « *Coalition s'engage à ne procéder à aucun dialogue ou négociations avec le régime* ».

Michel Haddad